

CORPS MÉDICAL

# Le SNPSP contre «toute modification» du statut particulier

**Le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), qui constate les retards enregistrés pour l'adoption du statut particulier de santé publique, est contre toute tentative de gouvernement consistant à apporter de nouvelles corrections et modifications au statut élaboré en commission mixte avec les syndicats, lequel a été corrigé et paraphé.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Dans une conférence de presse organisée hier à son siège, le SNPSP s'inquiète sur le sort réservé par les pouvoirs publics à ce statut qui, depuis la date de sa finalisation en mars 2008, est encore dans les tiroirs du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Rappelons-le, l'ex-chef de

gouvernement, M. Abdelaziz Belkhadem, avait instruit tous les départements ministériels de finaliser tous les statuts avant le 1<sup>er</sup> septembre 2007. Aujourd'hui, une année après cette échéance, les fonctionnaires de santé publique ne connaissent pas le nouveau classement qui leur permettra de percevoir des salaires qui corres-

pondent à leurs compétences et expériences. Car, faut-il le préciser, l'autre point éminent des revendications du SNPSP est celui du régime indemnitaire, dont l'application est tributaire du nouveau statut particulier. Là encore, le SNPSP dénonce fermement le report de l'application du régime indemnitaire à 2009. «Il n'est pas normal et il est même inacceptable de fonctionner avec la nouvelle grille des salaires et de percevoir des indemnités calculées sur l'ancien régime indemnitaire», s'est indigné M. Lyès Merabet, secrétaire national du SNPSP. «Cela démontre la

précarité et la facilité avec lesquelles les responsables, au niveau du gouvernement, gèrent la politique salariale dans ce pays», commente-t-il. Le conférencier revient par ailleurs sur une autre question, tout aussi sensible, qui consiste en la nouvelle carte sanitaire.

Rejetée dans toute sa logique, la nouvelle carte sanitaire a créé une situation d'anarchie et de désordre dans toutes les structures de la santé. Et ce ne sont pas les syndicats qui le disent, c'est une réalité du terrain. Entre établissements de santé publique et établissements publics de santé de proximité, les citoyens sont livrés à eux-mêmes et au mépris du personnel de la santé, dont la culture de l'accueil et de l'organisation n'est pas encore inculquée. Le SNPSP interpelle sa tutelle, pour revoir dans les plus brefs délais la carte sanitaire qui, selon lui, a été élaborée de façon expéditive. L'ex-ministre Amar Tou avait, en effet, regroupé pendant deux jours les DSP et les avait instruits de

mettre en place une nouvelle carte sanitaire. Résultat des courses à ce jour, les arrêtés de création des structures, selon la nouvelle carte, ne sont pas pris et la gestion de celles-ci continue de se faire selon l'ancienne organisation. Sur le plan des ressources humaines, tous les coordinateurs nommés à la tête des nouvelles structures sont payés en tant que médecins. Une situation déplorable pour ce personnel, dont la responsabilité est plus importante, alors

que les problèmes sont énormes. Le SNPSP compte revenir en détail sur toutes ces questions dans les prochains jours. Le syndicat autonome attend des mesures urgentes de la part du ministre de la Santé, pour mettre fin à cette mauvaise gestion. Une demande d'audience a d'ores et déjà été adressée au ministre. Dans quelques semaines, si aucune réponse ne parvient, l'action sera orientée vers la protestation.

R. M.

## SALAIRE DES DÉPUTÉS L'indignation du SNPSP

Lors de la conférence de presse organisée hier, le SNPSP a exprimé son indignation face aux dernières augmentations décidées par le gouvernement au profit des députés. Il est déplorable, selon ce syndicat, d'accorder une augmentation à des élus de la nation et de la refuser à de pauvres citoyens dont le pouvoir d'achat se retrouve nettement détérioré. Le SNPSP rejette le principe même des

salaires de députés, car, à l'origine, signale-t-on, «Ces derniers devraient percevoir, comme c'est le cas pour les élus locaux, des indemnités de responsabilité, en plus de leur salaire initial perçu avant la députation», affirme M. Merabet. Les syndicalistes ne vont pas sans souligner que les députés n'assument pas leurs responsabilités envers les citoyens.

R. M.

## Sidi-Saïd doit s'occuper des travailleurs !

Les critiques émises par le secrétaire général de l'UGTA sur la Fondation allemande Friedrich Ebert n'ont pas laissé indifférent le SNPSP qui, invité M. Sidi-Saïd à s'occuper des luttes syndicales et des préoccupations des travailleurs affiliés à son organisation. «Le secrétaire général de l'UGTA doit limiter ses prérogatives aux tâches qui lui sont confiées par la base syndicale et laisser au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales le droit d'accréditer qui il veut», a déclaré M. Merabet. La sortie médiatique de Sidi-Saïd n'a pas été du goût du SNPSP, qui dit, avoir de bonnes relations avec cette ONG allemande, qui offre un espace privilégié aux syndicats autonomes».

R. M.

## PARTENARIAT DANS L'INDUSTRIE DU RAFFINAGE

# Sonatrach doit détenir la majorité du capital, selon Bouteflika

**L'opérateur national dans l'industrie du raffinage et de la pétrochimie, le groupe Sonatrach et sa filiale Naftec notamment, doit détenir la majorité du capital dans ses partenariats.**

Le président de la République qui a auditionné hier le ministre de l'Energie et des Mines a précisé que l'opérateur national qui est encouragé à rechercher des partenariats dans ce domaine, «doit veiller à y réserver la majorité du capital à notre pays, tout en réunissant des conditions d'association entre les différents participants aux projets à même de permettre, lorsque cela est nécessaire, une gestion par le partenaire étranger dont nous attendons l'apport en savoir-faire».

En ce sens, Abdelaziz Bouteflika a invité le gouvernement à accélérer la promotion locale d'une industrie du raffinage et de la pétrochimie à même d'augmenter la plus-value des hydrocarbures.

### Le financement sera local et facilité

Pour le chef de l'Etat, le financement requis pour ce développement sera levé localement et sera facilité. Dans le même sens, le pré-

sident de la République a ordonné que «la nouvelle institution financière publique destinée à mobiliser les ressources du Trésor au service de l'investissement local, s'attache, en priorité, à faciliter le financement des projets d'investissement dans l'aval des hydrocarbures, et même à y prendre des actions».

En rappelant que notre pays possède cinq raffineries, avec une capacité de production actuelle de 22 millions de tonnes par an et projetée à 50 millions de tonnes par an à l'horizon 2014. Ciblant la hausse de ses capacités de raffinage, la société Sonatrach a prévu la construction de nouvelles raffineries dotées de capacités importantes, dans le cadre de partenariats notamment.

Pour ce faire, les pouvoirs publics comptent débloquer une enveloppe financière de l'ordre de 28 milliards de dollars sur cinq ans dans la pétrochimie, notamment dans le raffina-

ge, afin d'assurer une nouvelle capacité de 120 000 barils/jour. En tout et pour tout, la capacité globale sera de l'ordre de 850 000 barils/jour, soit la moitié de la production nationale brute.

### Bouteflika appelle à valoriser les hydrocarbures

Par ailleurs, le chef de l'Etat a insisté sur la nécessité de «veiller en permanence à la plus grande valorisation des hydrocarbures», encore la source essentielle des rentrées financières du pays. Pour Abdelaziz Bouteflika, il s'agit de mettre l'accent sur l'importance de veiller également «à la prolongation de la durée de vie de cette ressource épuisable et à son usage comme véritable levier du développement national». Le président Bouteflika a insisté, dans ce contexte, sur «la nécessité de poursuivre la mise en œuvre d'une politique nationale de développement des ressources en hydrocarbures s'inscrivant dans la durée, afin de garantir la couverture des besoins énergétiques du pays, mais

aussi le financement de l'économie sur le long terme».

### Développement des autres énergies

Dans cette optique, il a instruit le gouvernement de «s'atteler, dès à présent, au développement des énergies nouvelles et renouvelables, qu'il s'agisse du solaire, de l'éolien, et, à

moyen terme, de l'énergie nucléaire à usage civil».

Comme il a invité à veiller également «à la promotion des économies d'énergie dans la consommation locale». Il a, par ailleurs, insisté sur la mise en valeur du potentiel minier du pays, au service de l'industrie, mais aussi pour augmenter les capacités nationales d'exportation

hors des hydrocarbures.

D'autre part, le chef de l'Etat a ordonné «l'accélération dans la mise en œuvre du programme national de développement des capacités de production d'électricité, en vue de répondre à la demande locale sans cesse croissante et d'accroître les capacités de cette énergie à l'exportation».

C. B. / APS

## COMMÉMORATION DE LA CRÉATION DU FFS

# Appel à la constitution d'un large rassemblement

A l'occasion du 45<sup>e</sup> anniversaire de la création du Front des forces socialistes, les cadres contestataires de cette formation ont signé une déclaration pour célébrer cette commémoration. Les signataires, parmi lesquels des militants de 63, appellent à la constitution d'un «large rassemblement». «Conscients que l'idéal démocratique reste encore à concrétiser, seul un large rassemblement de militants, toutes générations confondues, dans un FFS fort, est à même de continuer ce noble combat ardu mais ô combien salutaire pour l'Algérie», est-il indiqué dans cette déclaration. Pour ses auteurs, le parti se doit aujourd'hui de dresser un «bilan sans complaisance». «Aujourd'hui, un an après la parodie de congrès organisée en violation des normes juridiques et démocratiques minimales exigées pour ce type d'échéance statutaire, l'heure est à un bilan sans complaisance. La plupart de nos sections sont inopérantes. Le nouveau concept de commissions administratives a aggravé notre situation organique. Un changement de cap s'avère vital pour notre parti. Nous sommes tenus, les uns et les autres, de nous reprendre. Cet anniversaire vient nous le rappeler. Le FFS, en effet, a une responsabilité particulière, politique et morale, vis-à-vis des Algériennes et des Algériens», soulignent les contestataires à la ligne politique actuelle de cette formation.

T. H.